

Vendredi, 27 Mars, 2020

MÉDIAS. LA PRESSE ÉCRITE EN SITUATION DE DÉSASTRE INDUSTRIEL

Caroline Constant

Alors que le secteur traverse une crise grave, La Poste a décidé de ne plus distribuer les journaux que trois jours par semaine. Ce qui risque de mettre la filière, déjà très affaiblie, dans une situation de grand danger.

Il y a les titres spécialisés en cinéma ou en culture qui peinent, confinement oblige, à trouver des sujets. Il y a les titres sportifs qui sont déjà arrêtés, comme Paris-Turf, Vélo Magazine ou France Football, et ceux qui ont du mal à continuer, faute d'actualité dans leur secteur ou de bras pour réaliser les sujets. Il y a aussi les kiosques fermés, les rues désertes, les difficultés de Presstalis (voir l'Humanité du 24 mars). Désormais, il y a également La Poste, dont l'une des missions de service public est d'assurer la distribution de la presse, mais qui vient de décider de s'en affranchir, via un « simple communiqué aux rédactions », tempête Jean-Michel Baylet, PDG du groupe de presse la Dépêche et président de l'Alliance de la presse d'information générale. Cette décision va non seulement à l'encontre des déclarations d'Emmanuel Macron qui incluait la presse dans les services « indispensables à la vie de la nation », mais elle risque surtout de plomber encore davantage une filière très fragilisée.

« Des services indispensables »

« La presse est consubstantielle de la démocratie, et aussi de la proximité. D'une certaine manière, au-delà de nos différences qui enrichissent la vie de la République, nous avons un rôle de service public, puisque l'Humanité, ce n'est pas la Dépêche, ce n'est pas le Figaro. Et ce rôle, nous le remplissons », remarque Jean-Michel Baylet. Et il ne minimise pas les difficultés, qui sont « immenses », tout en remarquant que « l'ensemble des journaux ont créé les conditions pour que leurs collaborateurs soient au boulot : les journalistes, les ouvriers, les employés, les porteurs, les distributeurs de presse », car l'État a décidé « que nous étions les services indispensables ».

« Un contrat démocratique rompu »

Il est donc « ahurissant de voir la position de La Poste. Nous sommes dans des contrats, payants, pour la bonne distribution de nos journaux. L'État est aussi lié avec La Poste pour une distribution universelle, quels que soient les titres, les opinions, leur statut. Or, sans concertation, ni avec les éditeurs, ni avec l'État, qui leur donne par contrat 100 millions d'euros par an, La Poste décide de s'affranchir de ses obligations », poursuit-il. Et même s'il comprend « que La Poste ait le souhait de protéger ses employés, ce que nous faisons aussi dans nos journaux, c'est une rupture du contrat démocratique qui nous unit ». Et c'est notamment dans les campagnes, et les endroits les plus reculés, que cette rupture va être consommée, ce qui pose une question d'égalité des territoires. Lui, comme président de l'Alliance de la presse d'information générale, se réserve la possibilité « d'attaquer » en justice, pour obliger la direction de La Poste à réintégrer une base de négociations. D'autant que ce qui se joue, c'est « l'avenir de la presse », reprend Jean-Michel Baylet.

Quand on ajoute ce nouveau coup à ce que subit ce secteur industriel, c'est une calamité, résume Emmanuel Vire, du SNJ-CGT : « Le dépôt de bilan de Presstalis est reporté, et tout le monde croise les doigts pour que la structure puisse payer, la semaine prochaine, ce qu'elle doit aux éditeurs. » Sinon, prévient-il, avec l'addition de tout cela, « il va y avoir des morts ». Et de décompter, déjà, tous ceux qui ont dû cesser ou baisser leur parution. « Ce ne sont pas les titres de gros groupes. Ce sont des titres comme Écran total, Causette, ou le Ravi, qui venait juste de se relever d'un redressement judiciaire. » Charlie Hebdo, comme d'autres titres, ne se trouve plus que sur écran désormais. « Et c'est dramatique, alors que les gens sont confinés, de ne même pas leur offrir cette fenêtre sur autre chose », s'indigne Didier Lourdez, du SGLCE-CGT. Les premiers touchés, dans cette catastrophe, sont les plus précaires, les pigistes. Les syndicats de journalistes ont mis en place une caisse d'Audiens pour leur venir en aide et réclament des mesures extraordinaires. « Quand j'ai une maman qui m'appelle en pleurant parce que toutes ses piges sont annulées, je lui dis quoi », s'étrangle Emmanuel Vire.

« Un quitus au tout-numérique »

En cette période, le coup de Jarnac de La Poste est « une calamité sur l'ensemble de la filière », estime Didier Lourdez. « Dans le contexte, livrer des fleurs ne me semble pas le plus important... », poursuit-il. Et « les lecteurs risquent de ne pas donner suite à leur abonnement, ce qui va donner quitus aux éditeurs qui veulent le tout-numérique, alors qu'on sait que ce n'est pas viable », continue-t-il. « Au minimum, il faut distribuer absolument la presse d'information politique et générale », défend Emmanuel Vire. Sans compter, notent les deux syndicalistes, que la perte d'emplois va aussi, et évidemment, impacter La Poste, très vite. « Et surtout, insiste Jean-Michel Baylet, c'est la presse indépendante qui est touchée. C'est celle-là la plus fragile. Il faut savoir quel type de presse nous voulons avoir. Si nous voulons avoir des médias qui appartiennent uniquement aux grands groupes capitalistes étrangers, il faut le dire. Et si on ne les protège pas, on va tous y passer. Donc, l'attitude de La Poste est inqualifiable. »

Caroline Constant